PCF

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

LE VOTE COMMUNISTE POUR ENGAGER LA RIPOSTE SOCIALE

Mesdames, Messieurs, chers amis, chers camarades,

Macron président, ancien ministre de Hollande, recrute un premier ministre de droite et d'anciens ministres de Sarkozy. Nous ne sommes pas surpris. Depuis 30 ans, droite et « gauche » se succèdent pour infliger la même politique antisociale à notre peuple. Communistes, nous n'avions pas, déjà en 2012, été de ceux qui ont propagé de graves illusions sur Hollande. Le système de l'alternance arrivait à bout de souffle. Fillon était trop clairement marqué à droite, risquant de déclencher une révolte sociale, comme Juppé en 1995. Face à ces réalités, le système, c'est-à-dire la finance, le grand patronat et leurs médias, a réussi à imposer Macron, le candidat de la confusion, sous l'emballage marketing du renouvellement. Cela s'est fait péniblement, après une suite de coups bas, de unes de magazines «people», avec en fin de compte, les voix au 1er tour de seulement 1 électeur sur 6. Le Pen a joué pleinement son rôle de diversion, de repoussoir et de faire valoir de la politique du capital, « moindre mal ». L'hypothèse grave d'un recours à la droite extrême par le système s'est renforcée.

Macron ne bénéficie d'aucun état de grâce. Travailleurs, ne lui laissons aucun répit!

Les 80% d'opposition, en 2016, à la loi EL-Khomri existent toujours alors qu'il veut encore l'aggraver! Le candidat aux discours creux dissimule de moins en moins son programme de casse sociale. Bien sûr, le flou va persister encore quelques semaines jusqu'aux législatives. Une « personnalité » comme Nicolas Hulot, courtisée par toute la «gauche», même «radicale», nommée ministre y contribue. Le présentateur de la télé commerciale, VRP en shampoing hier, est plus que jamais aujourd'hui le VRP du capitalisme « vert », par lequel le pouvoir justifie de nouvelles taxes.

Les législatives vont servir à la recomposition politique destinée à égarer le peuple dans les 5 ans à venir.

Dans notre circonscription, vous le savez, je serai une députée communiste combative,
je ne débarque pas de nulle part pour capter des voix.

Avec mes camarades, nous sommes de toutes les luttes du Saint-Quentinois : pour l'hôpital, les services publics, l'école, pour le droit du travail (dans le mouvement national contre El-Khomri), contre les délocalisations, contre l'application des directives européennes qui sapent l'industrie ou l'agriculture, contre les loyers de voleurs et les expulsions, pour le respect de notre cadre de vie...

Dans la suite de la présidentielle, le FN va essayer de se poser en principal opposant, de fait en son meilleur faire-valoir. Le parti de la division et de la haine hésite entre accentuer sa démagogie sociale ou renforcer son ultra-conservatisme. L'opposition de façade du FN à l'Union Européenne du capital est factice et n'est que phrases nationalistes. Logique dans sa démagogie, la sortie de l'UE et de l'Euro disparaît des propositions Le Pen et de ses candidats aux législatives.

L'épisode confusionniste gauche+droite de Macron va permettre à la droite et la « gauche » de se reconstituer. La droite est partie pour le faire sur une ligne toujours aussi économiquement « libérale » mais socialement encore plus réactionnaire avec des ponts tendus à l'extrême-droite. La « gauche » espère se refaire une virginité par une cure d'opposition. Hollande, Cazeneuve, Cambadélis, Aubry, Hamon : le PS s'organise pour incarner des courants de « gauches » de nouvelle social-démocratie. Le politicien maastrichien Mélenchon, sur un mode populiste et mégalo, entend le faire hors du PS

qu'il veut ouvertement « remplacer ». La recomposition d'une gauche réformiste, avec un pilier populiste et un autre socio-démocrate, pour mieux faire patienter d'ici 2022 ? Non merci!

Vu ce constat, communistes, nous considérons que, dans la période, seules les luttes sociales, peuvent et doivent, sans attendre, faire face à la politique de Macron et préparer la véritable alternative politique. La reconstruction du PCF, parti révolutionnaire historique de la classe ouvrière en France, à l'origine des plus importants acquis sociaux (36/45/68) s'inscrit dans cette nécessité immédiate.





DANS LES QUARTIERS, DANS VILLAGES, DANS LES ENTREPRISES... ...ENGAGEONS LA RIPOSTE À LA POLITIQUE DU BANQUIER MACRON



Défense de la retraite à 60 ans avec 37, 5 annuités de cotisations, du pouvoir d'achat des retraités contre le CICE, pour la sécu... la manifestation et la grève comme outil de lutte



Expulsions: La solidarité et la mobilisation en cas de situation extrême restent la seule solution. Interdisons les expulsions. Exigeons un grand service public du logement



Manifestation contre la loi El Khomri et contre la réforme ferroviaire. Seule la convergence des luttes fera reculer le Capital



Fermeture de l'usine NLMK. Les communistes présents comme avec les SAPAG, les Goodyear, EDF, Fapagau... MBK et les autres pourront compter sur nous!

✓ NON AUX GUERRES FRANÇAISES!

Le jour de son avènement, Macron a voulu parader en véhicule militaire, avant de jouer au chef au Mali. Quelques jours auparavant, Hollande posait, dans le 15ème à Balard, la première pierre d'un monument aux soldats français morts dans les guerres étrangères de la France depuis les années 60. Il ne s'agissait pas de pleurer la mémoire de nos morts, encore moins des victimes des interventions françaises, mais de préparer l'opinion à de nouvelles opérations extérieures ruineuses en argent, dramatiques en pertes humaines. La hausse à 2% du PIB, 8% du budget de l'Etat des dépenses militaires va représenter une ponction de 9 milliards d'euros sur les budgets sociaux. Ce n'est pas avec des armes de guerre, en exacerbant les tensions au Moyen-Orient ou en Afrique que l'on va contrecarrer des tireurs isolés à Paris. Sortie de l'Otan et de toute défense intégrée européenne ! Retour de tous les soldats français déployés à l'étranger ! Baisse du budget militaire et suppression unilatérale de l'arme atomique française !

✓ SES AMIS, C'EST LES RICHES FINANCIERS!

Macron a annoncé la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes financières, maintenant l'ISF uniquement sur les patrimoines immobiliers. Ce cadeau aux actionnaires et spéculateurs est inacceptable. Il représente 3 milliards d'euros par an. On mesure le sens et les limites de la « moralisation » de la vie publique présentée par Macron !

√SUPPRESSION DE LA TAXE D'HABITATION : PIÈGE !

Macron projette la suppression de la taxe d'habitation (TH) pour 80% des foyers. La TH est un impôt très inégal. Mais la « réforme » de Macron est dangereuse. Au lieu d'équilibrer les contributions, il s'agit de priver les communes de leur dernière recette indépendante, de les mettre sous tutelle avant de mieux les mettre à la diète, aux dépens de tous les services publics et emplois municipaux.

L'ÉCOLE DE L'INÉGALITÉ COMME PRINCIPE ?

Macron et son nouveau ministre, M. Blanquer, ancien collaborateur sous Sarkozy, s'apprête à poursuivre et aggraver la politique de Mme Belkacem. C'est notamment un théoricien de la dissolution de l'éducation nationale dans des structures « autonomes », plus ou moins délaissées et/ou dépendantes des potentats locaux, contre l'école laïque et républicaine. Quelques mesures démagogiques vers les zones d'éducation prioritaire serviront à camoufler la destruction du système. Aucun moyen supplémentaire n'est d'ailleurs alloué pour mettre en place ces mesures.

✓ SÉCURITÉ SOCIALE/SANTÉ/HÔPITAL : DANGER!

CICE transformé en baisse de cotisations patronales. Hausse de 17 milliards de la CSG par basculement de cotisations salariales et ponction (1,7%) sur 50% des retraités. Nouvelle étape structurelle dans la sape du financement solidaire de la Sécu par le salaire socialisé. Aggravation avec la retenue à la source même repoussée à 2019. Conséquences directes sur l'assurance maladie et l'hôpital public.

✓ MARCHÉ DU TRAVAIL/ASSURANCE CHÔMAGE.

Provocation dans l'aggravation par ordonnances de la loi El-Khomri. Le modèle : contrat zéro heure au Royaume-Uni ou plan Hartz en Allemagne. Assurance chômage : les entreprises lavées de leurs responsabilités. Une étatisation de l'Unedic dans le sens de baisser les indemnités, d'obliger les chômeurs à accepter des emplois sous-qualifiés et sous-payés, d'instaurer un service du travail obligatoire.

√NON À L'UNION EUROPÉENNE

Nos gouvernements sont responsables de leur mise en place. Les directives européennes programment la casse de nos services publics, la concurrence de tous contre tous (y compris les travailleurs sous-payés «détachés»), l'accentuation des politiques antisociales. Elles sont illégitimes : les travailleurs ont voté NON à la constitution européenne en 2005. Communistes de votre circonscription, comme ceux de Grèce contre Tsipras et ceux d'autres pays avec leurs syndicats de classe, nous combattons l'UE, pour construire une riposte cohérente à la politique du Capital.

